



Action n°22			
Projets exemplaires, démonstrateurs pour la prévention, le tri et le recyclage des déchets			
Dernière approbation	11/10/2024	Correspondance PO 14-20	Action n°38

QUOI ? Contexte et objectifs

L’objectif est de promouvoir et favoriser la mise en place d’actions de prévention et de traitement des déchets adaptées et efficaces pour une meilleure utilisation et valorisation des ressources, en modifiant les pratiques de consommation, de gestion et de valorisation.

Il s’agit d’accompagner les projets de prévention, de réemploi/réutilisation, de tri, de recyclage, en ciblant les gisements de déchets prioritaires (~~plastiques, déchets du BTP, biodéchets...~~) ou des solutions exemplaires à développer quel que soit le type de déchet (extension des consignes de tri des emballages, solutions innovantes...).

QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme

L’enjeu vise à assurer la transition des territoires et des entreprises vers une économie circulaire (~~sur l’ensemble des sept piliers~~) pour réduire la production de déchets et mieux valoriser les ressources par :

- La prévention, le réemploi et la réutilisation, ainsi que la collecte, ~~et~~ le tri, ~~notamment dans le cadre de l’extension des consignes de tri,~~ et la valorisation matière des déchets,
- L’animation, la communication et la mobilisation citoyenne sur la prévention, la réduction, le tri et le recyclage.

Pour cela, les mesures portent sur :

- Le soutien aux projets exemplaires, ~~innovants~~, pilotes, démonstrateurs ou structurants, ~~et~~

Fonctionnement :

- Etudes préalables pour le développement de techniques et équipements non présents ou insuffisamment développés au vu du potentiel des ressources, ...
- Démarches d’animation et de mobilisation citoyenne.

Investissement :

- Soutien aux installations, y compris les unités ~~de préparation~~ des combustibles solides de récupération (CSR). ~~Sont exclues :~~ les installations de traitement des déchets résiduels (traitement biomécanique, incinération/valorisation énergétique des déchets, stockage, ~~ainsi que les déchèteries traditionnelles~~) et les ~~quais de transfert qui permettent le stockage intermédiaire des déchets avant leur transport vers un centre de traitement.~~
- Soutien à la construction de nouvelles unités de tri des emballages ménagers ou à l’adaptation d’unités existantes permettant de développer sur le territoire l’extension des consignes de tri auprès d’un maximum de citoyens.
- Soutien à la construction ou la rénovation de déchèteries visant à maximiser le réemploi dans une logique de « déchèterie inversée » ou « nouvelle génération ».
- Soutien aux projets de ressourceries au sein de zones non couvertes.
- Soutien aux équipements productifs respectueux de l’environnement, dans le domaine du réemploi, du recyclage et de la gestion des déchets.
- Soutien à l’utilisation rationnelle des ressources dans les PME

a mis en forme : Couleur de police : Rouge

a mis en forme : Couleur de police : Rouge, Non Surlignage

a mis en forme : Couleur de police : Rouge

a mis en forme : Couleur de police : Rouge

a mis en forme : Surlignage

QUI ? Bénéficiaires potentiels

- Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs délégataires,
- Syndicats mixtes, SPL, SEM,
- Entreprises (PMI/PME/TPE dont industrielles, artisanales, de services, de l'économie sociale et solidaire...),
- Associations.

OÙ ? Territoires cibles

Région Centre-Val de Loire

QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets

L'éligibilité des opérations est conditionnée au respect des lignes de partage avec les crédits du plan national de relance et de résilience (PNRR) afin d'éviter tout risque de double financement

Critères directeurs d'éligibilité :

- Pour les travaux d'investissement (création/extension) : cohérence avec le régime d'aide applicable.
- Les porteurs de projet devront avoir la capacité de démontrer l'impact positif du projet en termes de prévention des déchets, de préservation des ressources et intégrer les principes de proximité et d'économie circulaire. Le projet devra également démontrer une démarche de sobriété énergétique, et le cas échéant, la recherche de la diminution ou de l'évitement des impacts négatifs sur la qualité de l'air et de l'eau.
- Pour les déchèteries « inversées » ou « nouvelle génération » et les ressourceries, les centres de tri (prioritairement DMA et BTP) et les unités de préparation des Combustibles Solides de Récupération (CSR), projets dimensionnés sur un gisement jugé pertinent dans une étude territoriale préalable.
- Pour les déchèteries « inversées » ou « nouvelle génération » : seule la partie du projet dédiée au réemploi est éligible
- Pour les centres de tri des DMA, investissements liés à la "préparation à la valorisation" : uniquement les projets dimensionnés dans le cadre d'une extension des consignes de tri développées sur de nouveaux territoires dont l'action a débuté avant 2023.

Critères techniques de sélection :

- Respect de la priorisation de la hiérarchie des modes de traitement : prévention, réemploi, recyclage, valorisation organique.
- Cohérence avec les règles du SRADDET ci-après :
 - o Règle 43 : Mettre en œuvre la hiérarchie des modes de traitement des déchets
 - o Règle 46 : Garantir le principe de proximité pour les déchets non dangereux

QUELLES CONDITIONS ? Modalités de dépôt

Guichet (au fil de l'eau) ou Appel à projets.

QUELLES CONDITIONS ? Conditions favorisantes

2.6 Planification actualisée de la gestion des déchets

QUELLES CONDITIONS ? Principes horizontaux

Les opérations doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, et développement durable.

QUELLES CONDITIONS ? Respect des règles européennes

Régimes d'aides d'état notamment mobilisables :

- Règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Régime général d'exemption par catégorie (RGEC)) ;
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Règlement UE n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordés à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;
- Communication de la Commission relative à la notion d'« aide d'État » visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, C/2016/2946, OJ C 262, 19.7.2016, p. 1–50 .

Eligibilité des dépenses :

- Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, dit Omnibus ;
- Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027 ;









Commande publique :

- Code de la Commande Publique ;
- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
- Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Dépenses éligibles

- Dépenses d'investissement, d'équipement,
- **Pour les ressourceries/recycleries : dépenses liées à l'achat de bâtiments, de terrain dans la limite de 10% des dépenses totales éligibles du projet (portée à 15% pour les sites abandonnés ou ceux anciennement à usage industriel qui contiennent des bâtiments).**
- Dépenses de personnel dédiés à l'opération,
- Dépenses de prestations externes,
- Coûts indirects (non pris en compte en dépenses directes) mise en œuvre via des options de coûts simplifiés,
- Dépenses de communication de l'opération.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Options de coûts simplifiés

	Mobilisable sur l'action
Taux forfaitaires : obligatoire lorsque le coût total du projet est inférieur à 200 000 €	
Taux de 40% : forfaitise les coûts hors frais directs de personnel dans la limite de 40% des coûts directs de personnel	
Taux de 15% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 15% des coûts directs de personnel	
Taux de 20% : forfaitise les coûts de personnel directs dans la limite de 20% des coûts directs hors frais de personnel directs	
Taux de 7% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 7% des coûts directs	
Taux forfaitaire(s) applicable(s) dans d'autres politiques de l'UE pour des opérations similaires	
Montants forfaitaires	
Barème standard de coût unitaire	

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Taux d'aide applicables et seuils d'intervention FEDER

Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible (sous réserve de la réglementation en matière d'aide d'Etat)	60%	Régimes d'aides applicables : <ul style="list-style-type: none">- Toute base juridique pertinente, notamment en recherche, développement et innovation (RDI).- Régime Général d'Exemption par Catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014.- Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis SIEG (Services d'Intérêt Économique Général).- Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.
Montant de l'aide FEDER (minimum/maximum)		Investissement Minimum : 100 000 € par projet Maximum : 2 500 000 € par projet Fonctionnement Minimum : 30 000 € par projet

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Autres cofinanceurs mobilisables (liste non exhaustive)

- Etat (dont ADEME),
- Conseil Régional Centre-Val de Loire,
- Autres collectivités territoriales.

PERFORMANCE Indicateurs de réalisation et de résultat

Type	Numéro	Intitulé	Valeur 2024	Valeur 2029	Pièces justificatives
Réalisation	SO05	Capacité supplémentaire de tri et traitement des déchets	56 000	56 000	Etude et certificat attestant de la mesure des capacités supplémentaires
Réalisation	SO06	Investissements dans des installations de tri et de traitement des déchets	31 000 000	31 000 000	Factures et rapport de CSF validant les dépenses associées
Résultat	RCR103	Déchets collectés séparément		56 000	Etude et certificat attestant de la mesure des capacités supplémentaires

PERFORMANCE Cibles financières à atteindre sur l'action

4 200 000 €

PERFORMANCE Instruments financiers applicables

	Mobilisable sur l'action
1 – Subvention non remboursable	
2 – Subvention remboursable	
3 – Soutien par le biais d'instruments financiers : capital risque et de fonds propres ou équivalent	
4 – Soutien par le biais d'instruments financiers : prêt ou équivalent	
5 – Soutien par le biais d'instruments financiers : garantie ou équivalent	

6 – Soutien par le biais d'instruments financiers : bonifications d'intérêt, contributions aux primes de garantie, soutien technique ou équivalent



ADMINISTRATION **Partie réservée à l'administration**

Service instructeur : service PO FEDER-FSE – Direction Europe et International – Conseil régional Centre-Val de Loire

Services et organismes consultés pour avis :

- Direction de l'environnement et de la Transition Energétique (DETE) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- Direction de l'Economie (DE) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- DREAL pour les projets avec un minimum d'aide FEDER de 2M€ et lorsque ce même projet n'est pas déjà soumis à une évaluation environnementale ou étude d'impact,
- ADEME systématiquement.

Organismes à consulter pour information : sans objet

ADMINISTRATION **Catégories d'intervention**

Domaine d'intervention	067 Gestion des déchets ménagers : mesures de prévention, de réduction, de tri, de réutilisation et de recyclage 068 Gestion des déchets ménagers : traitement des déchets résiduels 069 Gestion commerciale et industrielle des déchets : mesures de prévention, de réduction, de tri, de réutilisation et de recyclage
Forme de financement	01 Subvention
Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	33 Autres approches - Pas de ciblage géographique
Egalité entre les hommes et les femmes	03 Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes

CONTACT **Service(s) en charge de l'instruction des dossiers**

Contact : Conseil régional Centre-Val de Loire, Direction Europe et International, Service Programmation des Fonds européens FEDER FSE+ : ext-europe@centrevaldeloire.fr